Critique Sociale

numéro 33 - novembre/décembre 2014

Combattons tous les replis

Diverses tendances au repli traversent actuellement la société. La montée du vote pour l'extrême droite, ainsi que les manifestations contre le « mariage pour tous » en ont été récemment des phénomènes très visibles en France. Les peurs irrationnelles, le rejet de l'autre, voire la haine de la différence, se sont largement exprimés. Quelles sont les causes de ce courant réactionnaire ?



Manifestation à Rome le 25 octobre 2014 contre un projet de loi réduisant les droits des salariés.

L'austérité, consécutive à la crise capitaliste en cours depuis 2007-2008, est en soi un repli. C'est une politique désastreuse socialement, et qui constitue un terreau terrible pour les replis politiques, « identitaires », etc. Une des tendances de long terme qui favorise ces dérives est le développement de la précarité. L'augmentation des contrats précaires est d'ailleurs elle-même facilitée par le

chômage de masse qui s'installe dans la durée[1]. Toute cette insécurité sociale pousse certains, non à s'attaquer aux causes des problèmes, mais à chercher à se réfugier derrière d'imaginaires « frontières » identitaires.
Cette tentation du recul tend à contaminer presque tous les courants politiques, à un niveau ou un autre. Certains relativisent l'intolérable – et ils le font parce qu'ils ont de la bouillie dans la tête, mais aussi parce que les repères s'effacent. Par exemple, il est indispensable aujourd'hui de réaffirmer une évidence comme le fait que tous les partisans des théories du complot sont nos ennemis.

Il importe donc d'affirmer nettement l'existence de repères de classe. L'analyse rationnelle de la société ne peut faire l'économie du constat qu'elle est divisée en classes sociales, aux intérêts antagonistes. Il ne s'agit pas pour autant de s'en prendre aux personnes, qui ne font qu'occuper des fonctions sociales qui sont des conséquences du mode de production capitaliste : les prétendues « solutions » simplistes selon lesquelles il suffirait de remplacer tels individus par tels autres, ne sont que des impasses. Comme l'écrivait Karl Marx, il ne s'agit pas de « *rendre l'individu responsable de rapports dont il reste socialement la créature, quoi qu'il puisse faire pour s'en dégager.* »[2]
Ce point de vue, néanmoins, ne doit mener à aucune complaisance vis-à-vis de ceux qui se font les défenseurs de telle ou telle oppression, exploitation, ou division artificielle xénophobe, nationaliste, « identitaire », etc. Les conservateurs et réactionnaires sont nos adversaires, les alliances prétendues « tactiques » avec certains d'entre eux ne sont que des renoncements voire des trahisons.

Lutter réellement, efficacement et durablement contre l'extrême droite exige d'abord et avant tout de combattre toutes ces tendances au repli. Il nous faut renverser ce courant du retour en arrière, briser les préjugés et les haines au moyen de la solidarité. Ceux qui disent, par conviction conservatrice mal assumée ou bien par pur opportunisme, qu'il faudrait adopter certains éléments de repli afin de ne pas en laisser le monopole au FN, se trompent ou nous trompent : ils ne font que renforcer le repli sur soi, qui non seulement nourrit le vote d'extrême droite, mais renforce aussi les tensions et violences dans la société. Cette lamentable « tactique » ne peut que nous éloigner de l'objectif d'auto-émancipation, qui nécessite l'unité.

Ne cédons pas d'un pouce face à tous ces courants qui mènent à la division. Agissons pour le développement de la solidarité et de la conscience de classe, pour l'analyse rationnelle et la plus exacte possible de l'histoire et de l'état actuel de la société, pour des mobilisations unitaires permettant des avancées sociales. Contre tous les replis, luttons pour le progrès social par l'internationalisme.

* * *

Moyen-Orient : pour une position internationaliste

Le rôle des militants révolutionnaires internationalistes est de défendre l'indépendance politique des travailleurs en toutes circonstances, et tout particulièrement dans les moments de crise où la plupart des organisations existantes basculent dans le nationalisme, l'ethnicisme ou le soutien à telle ou telle faction impérialiste, que ce soit la « leur » ou bien une autre. Certaines le font du fait de leur nature d'organisations bourgeoises ou bureaucratiques, et d'autres du fait de leur suivisme opportuniste, en pensant cyniquement qu'elles récolteront plus tard les fruits de leur allégeance chauvine ou bigote. Il nous faut le rappeler inlassablement : les travailleurs n'ont pas de patrie. Par ailleurs, il n'existe pas de « religion des opprimés », toutes les religions rassemblent à la fois des opprimés et des

[1] Voir « La société du chômage de masse », *Critique Sociale* n° 3 (décembre 2008).
[2] Préface au *Capital*, 1867, dans Karl Marx, *Œuvres* tome I, Bibliothèque de la Pléiade, p. 550.

oppresseurs, le clergé étant d'ordinaire plutôt du côté de ces derniers. Et les travailleurs n'ont pas de défenseurs armés autoproclamés non plus, pas plus ici qu'au Moyen-Orient.

La catastrophe politico-militaire qui se déroule sous nos yeux au Moyen-Orient impose aux internationalistes de faire la lumière sur les enjeux des luttes de pouvoir qui expliquent cette terrible situation. Depuis quelques semaines, les puissances occidentales ont entamé une campagne de bombardements aériens pour, selon leurs déclarations, stopper à distance l'avancée des forces de Daech, acronyme arabe bizarre (dans cette langue elle-même) désignant l'entité politico-militaire qui se présente comme un « État islamique ». Daech est un des mouvements s'affirmant comme sunnites qui luttent depuis plusieurs années contre l'État syrien qui est aux mains d'une famille alaouite (autre branche de l'islam, proche des chiites), et il faut se souvenir que lorsque ces mêmes puissances en septembre 2013 étaient sur le point de bombarder le régime syrien, elles ont envisagé de fournir des informations voire des armes à ce qu'elles décrivent aujourd'hui comme la pire abomination qui soit.



Dessin de Chappatte, montrant Daech (« Isis ») remplaçant « Moyen-Orient » par « Moyen Age ».

Force est de constater que Daech est vraisemblablement la pire horreur que l'islam politique ait jamais produite : massacres, génocides des autres mouvances religieuses, décapitations et exposition de cadavres, mise en esclavage des ennemis et surtout de leurs femmes… Il semble que la région n'avait pas connu un tel déferlement depuis longtemps. Les témoignages concordent et l'afflux de réfugiés terrorisés ne laisse que peu de place au doute. La répression aveugle et ultra-violente de la révolte des masses en Syrie contre le régime du clan Assad a engendré un monstre qui a dévoré presque tous les autres groupes qui s'opposent à l'armée, en les avalant ou en les massacrant. Notre solidarité internationaliste va vers les êtres humains qui subissent cette barbarie. Si Daech est désormais la menace principale qui pèse sur les populations du Moyen et du Proche-Orient, puisque le Liban est désormais en danger immédiat, on ne peut pas comprendre la situation si l'on en reste aux dernières nouvelles, aux dernières horreurs. Le cycle de violence qui a rendu possible l'émergence d'une telle entité remonte assez loin dans le temps, et implique bien plus que la simple opposition entre le régime syrien et sa population.

Une des façons d'envisager cette période est de prendre le bombardement et l'invasion de l'Irak par les forces étasuniennes et britanniques en 2003 comme le point de départ principal d'un déchaînement de brutalité qui s'est continué dans le terrorisme et la violence sectaire entre les différentes factions sunnites, chiites et kurdes que les autorités d'occupation ont utilisées les unes contre les autres pendant des années. Chaque faction a à la fois fait partie de prétendus gouvernements d'union nationale et participé à une guerre civile latente depuis la chute de Saddam Hussein, à coups de voitures piégées ou d'affrontement d'envergure. Pour prendre un simple

exemple, un des partis chiites du gouvernement actuel appuyé par le pouvoir étasunien est le même qui menait une véritable guerre contre les troupes US sous le nom d'Armée du Mahdi en 2004. La politique des forces d'occupation de l'Irak a clairement été de diviser pour mieux régner en suscitant toutes sortes de divisions entre tous les potentats locaux, que leurs micros-pouvoirs soient nés de la chute du régime baasiste ou justement issus de celui-ci. A contrario, toute tentative politique unitaire a été découragée, empêchée, particulièrement celles qui s'appuyaient sur une possible base de classe : groupes de gauche, syndicats, associations n'ont jamais pu se développer librement dans l'Irak devenu « démocratique », où la situation sociale et économique de la vaste majorité de la population est catastrophique et n'a jamais retrouvé le niveau déjà piteux d'avant 2003, misère qui explique aussi la portée du sectarisme religieux. Même les mouvements unitaires les plus bourgeois ou les plus « pro-occidentaux » ont dû reculer devant la pression des regroupements sectaristes religieux appuyés par les occupants. Un peu comme en Bosnie-Herzégovine ou au Kosovo, l'administration étasunienne s'appuie en Irak sur différentes forces nationalistes et religieuses pour établir sa domination, et décrédibilise de fait toutes les initiatives qui permettraient d'unifier des couches sociales sur des bases autres que la religion ou l'ethnie.

Cette politique du pire a assez prévisiblement abouti à la délégitimation des structures politiques et étatiques « nationales » de l'Irak. Mais certainement pas dans un sens progressiste : au contraire, les différentes communautés ne se reconnaissent plus dans l'État unitaire et ses institutions, et ceux qui sont sous la coupe des clans sunnites et des partis nationalistes kurdes voient l'armée et la police du régime de Bagdad comme des milices des partis chiites, et font plus confiance aux paramilitaires des potentats locaux. Pire, même la majorité de la population, dont se réclament les partis chiites au gouvernement, considère ces institutions comme des excroissances corrompues, violentes mais inefficaces. L'armée officielle, créée par les militaires étasuniens avec ou plutôt *pour* les dirigeants chiites, reculait devant Daech en partie parce qu'elle n'a aucune légitimité, pas même auprès des populations qui se considèrent comme chiites. La police irakienne n'a jamais réussi à empêcher la terrible violence sectaire à laquelle elle participe à coups de règlements de compte et d'escadrons de la mort qui sèment l'horreur dans les villages sunnites après chaque attaque terroriste. Ce n'est pas tant la chute de l'infâme dictateur criminel en 2003 qui a causé le chaos, mais bien la politique effarante de soutien à toutes les forces les plus réactionnaires de la société irakienne après 2003 qui a mis en place les bases de la catastrophe actuelle. En empêchant, exactement comme le régime de Saddam Hussein, l'émergence de forces sociales telles que les travailleurs, les jeunes ou les femmes, et en soutenant, même de façon détournée, les pires réactionnaires de chaque camp et particulièrement les extrémistes chiites avides de revanche contre le régime sunnite d'avant 2003, les autorités d'occupation ont préparé la catastrophe.

Il ne restait plus à l'Irak dévasté par la violence sectaire qu'une destabilisation extérieure pour manquer de s'effondrer dans le massacre généralisé. C'est chose faite depuis le printemps 2014 et l'arrivée de Daech sur le territoire de l'Irak. Le monstre islamiste né de la répression menée par le régime syrien a enfoncé les défenses de l'inefficace armée irakienne, qui est plutôt la principale milice chiite officielle. Daech s'est connecté avec des éléments sunnites de l'ancien régime militaire de Saddam et a sans doute même trouvé un soutien auprès d'une partie de la population, épuisée par la violence sectaire des milices chiites, et qui voit en lui une sorte de protecteur, un moindre mal, ce qui montre dans quel état était la société irakienne. Daech est très certainement une machine de guerre et de répression sociale terrible, mais les institutions irakiennes, l'armée et la police que les médias internationaux présentent aujourd'hui comme les remparts de la civilisation et de la démocratie, voire de l'humanité, ont en réalité préparé le terrain de leur défaite en pratiquant la politique de la terre brûlée. Ceux que l'on nous présente comme nos amis de Bagdad, les modérés, les « pro-occidentaux », ne sont en fait qu'un ramassis d'islamistes chiites dont certains sont aussi « modérés » que Daech, dont ils ne sont les ennemis mortels que parce qu'ils ne s'entendent pas avec lui sur qui est l'héritier politique d'un prophète du 7ème siècle. Si Daech est un ennemi mortel pour la population de toute la région, qu'elle soit chiite, kurde, yazidi, turkmène, chrétienne ou même

sunnite, il faut absolument dire que les différent « alliés » qui s'opposent à lui sont tous, à divers titres et pour différentes raisons, des groupes d'hommes armés qui se valent bien au fond quand il s'agit de réprimer les mouvements sociaux, souvent de façon sanglante. La monstruosité de Daech qui place des cadavres aux coins des rues ne doit pas faire oublier les crimes du régime syrien, ni ceux des milices irakiennes chiites, ni non plus la réalité politico-militaire des milices kurdes. Il faut se débarrasser de Daech, mais les internationalistes doivent se garder de laisser croire que ceux qui se chargeront de l'éradiquer seront forcément par la suite des bienfaiteurs de l'humanité.


La ville de Kobané, menacée par Daech.

C'est précisément la tâche des internationalistes que de faire la critique de toutes, absolument toutes les formations étatiques ou para-étatiques en cause dans la situation qui nous préoccupe. Si effectivement les milices kurdes représentent pour le moment la dernière défense contre le monstre Daech, si effectivement les partis politiques kurdes qui gouvernent le nord de l'Irak depuis avant même 2003 (en fait pour toute une partie depuis la première guerre du Golfe de 1991) sont moins réactionnaires que les potentats sunnites et chiites, la fascination romantique qu'ils semblent exercer sur une partie de l'extrême gauche est une nouvelle preuve en creux de l'état de faiblesse théorique et politique de celle-là. Non, les différentes milices des différents partis claniques kurdes ne sont pas les avant-gardes armées de la révolution socialiste ou du prolétariat. Hors de question de mettre un signe « égal » entre elles et Daech ou les milices sunnites ou chiites, mais hors de question aussi d'oublier qu'elles sont des regroupements nationalistes (d'ailleurs concurrents, et parfois de façon sanglante), c'est à dire des proto-États de bourgeoisies en devenir au beau milieu d'une région pétrolifère. Les PKK, PDK, etc. se valent bien entre eux, et sont d'abord des ramassis d'exploiteurs. Ne pas le voir, ne pas vouloir le dire, c'est bien mal servir la cause de l'internationalisme. Lorsque les armes se seront tues, et que Daech aura été vaincu, ce qu'évidemment les internationalistes veulent pour le bien des populations de la région, les mêmes milices kurdes reprendront leurs guérillas contre les pouvoirs syrien, turc et irakien pour mieux négocier avec l'un ou avec l'autre le droit d'exploiter « leurs » ressources et « leurs » travailleurs, à coups de crosse.

Ce n'est pas parce que les travailleurs ne sont pas organisés de façon indépendante et massive au Moyen-Orient que les militants révolutionnaires devraient se résoudre à soutenir telle ou telle coterie, telle ou telle bande d'hommes armés. Non, l'internationalisme impose justement de tenir bon sur ces questions, et de ne pas accepter les injonctions des différents pouvoirs. Précisément, pour pouvoir critiquer la façon dont est menée la lutte contre Daech, dénoncer par exemple cette Nème campagne de bombardements prétendument « ciblés » dont a vu la pitoyable et criminelle inefficacité en Afghanistan et ailleurs, pour pouvoir ouvrir des perspectives politiques pour les travailleurs, les femmes, les jeunes, les minorités dans un Moyen-Orient débarrassé de la violence sectaire, il faut justement ne jamais abandonner le principe de l'indépendance politique des travailleurs, maintenir coûte que coûte l'idée que c'est une politique de classe, internationaliste par définition.

Aviv Bor.

Non à l'austérité, non au repli !

Tract diffusé en septembre et octobre 2014 par *Critique Sociale* :

Nicolas Sarkozy revient. On aurait pu croire qu'il n'était jamais parti, vu que c'est sa politique de droite que mènent Hollande et Valls, en distribuant aux patrons 50 milliards d'euros. De l'argent pour ceux qui possèdent les entreprises, et des sacrifices pour ceux qui travaillent ou qui sont au chômage ou retraités. Ce gouvernement au service du Medef se sert de la crise pour menacer le Code du travail et les progrès sociaux, et cette violente politique de droite est en train de creuser les inégalités.
Dans ce contexte, des courants très divers proposent différentes politiques de repli. Certains proposent de s'enfermer dans les frontières de la France. D'autres prétendent que c'est en se repliant sur des « identités » ethniques ou religieuses que l'on peut faire face à la situation actuelle. Ne soyons pas dupes de ces prétendues solutions : toutes autant qu'elles sont, elles font l'affaire des patrons en montant les travailleurs les uns contre les autres, en leur faisant croire qu'ils doivent faire front avec leurs dirigeants, contre l'extérieur. Tous ces courants de rejet, de repli voire de haine sont tout sauf des solutions puisqu'ils brisent la solidarité des travailleurs, qui est la seule dans l'histoire récente à avoir apporté des progrès.

C'est grâce à l'unité des travailleurs, des précaires, des chômeurs et des jeunes, par-delà les frontières et les différences d'origine ou de religion, que nous parviendrons à faire reculer l'austérité. Il ne faut rien attendre de prétendus « sauveurs », mais au contraire agir nous-mêmes sur nos conditions de travail et d'existence en créant, à la base, des comités de lutte et des assemblées générales locales dotés d'un réel pouvoir de décision sur notre quotidien. Ce combat contre l'austérité, qui est en soi une politique de repli et un véritable fléau social, doit être mené à l'échelle internationale, et donc ici, en Europe, notamment avec les travailleurs d'Allemagne, écrasés par leurs patrons et leurs gouvernements depuis quinze ans, et non pas contre l'Allemagne ou l'Europe.

Seules nos luttes communes peuvent changer la donne !
Lutte internationaliste contre l'austérité !

* * *

Réédition de la brochure de Junius de Rosa Luxemburg

Nous avons organisé à Paris, le 18 octobre dernier, un débat sur Rosa Luxemburg et la lutte internationaliste contre la guerre. Nous étions une soixantaine pour écouter Eric Sevault du collectif Smolny nous présenter le quatrième volume des Œuvres complètes de Rosa Luxemburg : *La Brochure de Junius, la Guerre et l'Internationale*, paru fin octobre. Eric nous a également parlé du projet d'ensemble des Œuvres complètes, qui devraient comprendre 10 tomes (sans compter plusieurs tomes de correspondance !), et dont le prochain volume consacré à *L'Accumulation du capital* paraîtra en 2016[3].

La trajectoire de Rosa Luxemburg pendant la Première Guerre mondiale est celle d'une opposition à la guerre, ainsi qu'à l'idéologie de guerre. Il s'agit pour elle de déconstruire cette soumission à l'idéologie dominante qui envahit presque toute la société, y compris la majorité des socialistes. C'est plus largement une opposition au système qui a entraîné la guerre, Luxemburg développe donc une

[3] Rosa Luxemburg, *La Brochure de Junius, la guerre et l'Internationale (1907-1916), Œuvres complètes tome IV*, collectif Smolny et éditions Agone, 2014, 254 pages, 18 euros. Sur les deux tomes précédents, voir : « Parution du tome 3 des Œuvres complètes de Rosa Luxemburg » (*Critique Sociale* n° 28, novembre 2013) et « Rosa à l'école du socialisme » (*Critique Sociale* n° 23, novembre 2012).

opposition révolutionnaire face au conflit et face aux gouvernements qui l'ont déclenché. Dès le soir du 4 août 1914, journée qui a vu les députés SPD voter les crédits de guerre, elle organise une réunion de militants de la gauche marxiste chez elle. Ce petit groupe veut dénoncer et combattre l'idéologie d'Union sacrée : c'est la naissance du mouvement oppositionnel en Allemagne. Rosa Luxemburg a donc maintenu son internationalisme au moment où c'était le plus difficile et le plus risqué – elle a d'ailleurs passé plus de 3 ans en prison pendant la guerre.

Rosa Luxemburg se considérait fondamentalement comme une militante de l'Internationale, dont elle constate en 1914 l'effondrement. Mais « *l'Internationale n'est pas un petit nombre de personnes, ce sont les masses* » (p. 62). C'est pour s'adresser aux masses qu'elle écrit en 1915 en prison la brochure *La Crise de la social-démocratie*. Avec ce texte, il s'agit pour Luxemburg de comprendre toutes les raisons de l'effondrement d'août 1914, de ne pas en rester à des explications partielles et simplistes. Ce qui est déterminant pour elle, c'est la conscience des masses : elle veut donc les toucher le plus largement possible. Dans cette logique, elle espère pouvoir publier ce texte légalement et sous son vrai nom. En fait, il ne paraîtra clandestinement qu'en 1916, un an après sa rédaction, et sous le pseudonyme Junius – d'où l'appellation « brochure de Junius ».

ROSA LUXEMBURG

La brochure de Junius, la guerre et l'Internationale (1907-1916)

Œuvres complètes - Tome IV

Édition établie par Julien Chuzeville, Marie Laigle & Éric Sevault

Traduit de l'allemand par Marie Hermann

AGONE
smolny...

La brochure de Junius
Œuvres complètes de Rosa Luxemburg

Souillée, déshonorée, pataugeant dans le sang, dégoulinante de boue – voilà comment se présente la société bourgeoise, voilà ce qu'elle est. Ce n'est pas quand, vertueuse et tirée à quatre épingles, elle prend le masque de la civilisation, de la philosophie et de l'éthique, de l'ordre, de la paix et de l'État de droit, c'est quand elle apparaît telle une bête féroce, un sabbat de l'anarchie, un souffle pestilentiel répandu sur la civilisation et l'humanité qu'elle se montre nue, sous son vrai jour. Et au beau milieu de ce sabbat de sorcières s'est déroulée une catastrophe historique d'importance mondiale : la capitulation de la social-démocratie internationale.

Rédigée en 1915 en prison, *La Crise de la social-démocratie*, plus connue sous l'appellation de « Brochure de Junius », est complétée dans ce volume par les articles et discours du groupe Die Internationale (traduits pour la première fois) ainsi que les interventions de Rosa Luxemburg dans le cadre de l'Internationale socialiste. L'ensemble constitue un réquisitoire implacable contre la guerre et l'abandon du terrain de classe par la IIe Internationale. C'est aussi une exhortation lucide adressée au prolétariat à prendre toute la mesure de cette bifurcation historique que représente août 1914. Notre présent reste prisonnier de l'alternative posée depuis lors : révolution socialiste ou enfoncement dans la barbarie.

Coédition Agone-Smolny
www.agone.org
www.collectif-smolny.org

IBSN 978-2-7489-0215-0



18 €

Dans ce texte fondamental, Rosa Luxemburg commence par prendre la mesure de l'ampleur de la défaite : « *L'échec du prolétariat socialiste dans la guerre mondiale actuelle est sans équivalent, c'est un désastre pour toute l'humanité* ». De fait, « *des millions de vies humaines sont anéanties* » (p. 76 et 195). Le livre fournit une analyse matérialiste des causes profondes de la guerre : Luxemburg cite les impérialismes allemand, autrichien, français, anglais et russe, qui « *tous ont apporté et empilé bûche après bûche le combustible nécessaire* » à la guerre. Elle en conclue que « *la guerre mondiale actuelle était dans l'air depuis huit ans* » (p. 133 et 167). Afin de changer la situation, il faut pour le prolétariat « *devenir le maître de son propre destin* » (p. 86). En particulier, « *la prochaine tâche du socialisme est de libérer le prolétariat intellectuellement de la tutelle de la bourgeoisie, tutelle qui se manifeste par l'influence de l'idéologie nationaliste* » (p. 209). Ce ne sont là que quelques aspects du texte, dont on laissera chacun découvrir (ou redécouvrir) la richesse. Précisons que cette édition est enrichie d'autres textes de Rosa Luxemburg, notamment des articles qui étaient jusque-là inédits en français.

La Crise de la social-démocratie n'est pas traduit à l'époque en français : ce ne fut le cas qu'en 1934, presque 20 ans plus tard[4]. Pourtant, un mouvement internationaliste radical contre la guerre existait en France en 14-18, mais il était extrêmement difficile dans les conditions de la guerre d'entretenir des contacts par-dessus le front.
Le groupe Spartacus, dont Rosa Luxemburg était membre, avait pour but de rassembler les différents militants s'opposant à la guerre, au vote des crédits militaires, à l'union sacrée, et à toute la nouvelle orientation du SPD. Il s'agissait d'avoir une voix, malgré la censure : d'où la publication de tracts clandestins et des « lettres de Spartacus ».

La lutte contre la guerre a été pour Rosa Luxemburg une partie de sa lutte d'ensemble pour l'auto-émancipation, pour la paix durable par le socialisme, donc par l'abolition de l'impérialisme, du militarisme, et du mode de production capitaliste. Il ne s'agissait pas pour elle de revenir à la situation d'avant 1914, mais d'en finir avec les causes mêmes des guerres, par la révolution sociale mondiale.

* * *

Karl Liebknecht, la flamme de la révolution

Nous venons de publier une brochure consacrée à Karl Liebknecht : en voici l'introduction.

Le nom de Karl Liebknecht est couramment associé à celui de Rosa Luxemburg, à juste raison : ils ont lutté ensemble contre la Première Guerre mondiale, ont fondé la Ligue Spartacus puis le Parti communiste d'Allemagne, enfin ont été assassinés ensemble, le 15 janvier 1919.
Leurs parcours ont pourtant été très différents. Si Rosa Luxemburg est venue par elle-même au socialisme, Karl Liebknecht est pour ainsi dire né dedans. Son père, Wilhelm Liebknecht (1826-1900), était une figure majeure du mouvement socialiste en Allemagne : d'abord militant de la Ligue des communistes aux côtés de Karl Marx et Friedrich Engels, il fait ensuite partie de la Première Internationale (AIT) puis participe à la création du SPD, le Parti social-démocrate d'Allemagne, qui avait à l'époque une orientation révolutionnaire.
Né en août 1871, Karl Liebknecht grandit pendant une période de forte répression contre les socialistes – son père est d'ailleurs emprisonné pendant deux ans. Le jeune Karl suit des études de droit, obtient un doctorat en 1897, puis devient avocat. Dans son activité professionnelle, il se consacrera en grande partie à la défense de travailleurs et de socialistes poursuivis pour leur action politique.

A la différence de Rosa Luxemburg, le militantisme actif de Karl Liebknecht commence tardivement, alors qu'il a presque 30 ans. Il devient membre du SPD, pour lequel il se présente à plusieurs élections. Il est élu en 1901 conseiller municipal de Berlin, en 1908 député au parlement régional de Prusse (Landtag), puis en 1912 député au parlement national allemand (Reichstag). Il prend régulièrement part aux congrès annuels du SPD, soutenant par exemple en septembre 1906 l'orientation de Rosa Luxemburg en faveur de la grève de masse[5], alors qu'ils n'étaient pas encore proches à l'époque. En 1907, Liebknecht s'investit dans le mouvement socialiste des jeunes, participant à la Conférence internationale de la jeunesse socialiste tenue à Stuttgart du 24 au 26 août 1907, en marge du congrès de l'Internationale socialiste, puis étant élu – à 36 ans ! – président de la Fédération internationale des jeunesses socialistes.

[4] Voir « La lente réception de Rosa Luxemburg en France » dans notre brochure qui lui est consacrée (2014) : critique-sociale.info/836/brochure-rosa-luxemburg-mise-a-jour/
[5] Voir notre brochure : Critique Sociale, *Rosa Luxemburg et la grève de masse*, 2014.

Karl Liebknecht est surtout très engagé dans la lutte antimilitariste. La brochure qu'il écrit à ce sujet, *Militarismus und Antimilitarismus*, énonce qu'il « *n'y a pour le prolétariat de chaque pays qu'un véritable ennemi : la classe capitaliste qui l'opprime et l'exploite* ». Liebknecht y est également critique de la direction du SPD, écrivant que « *le parti, en dépit de ce qu'il a pu faire dans le domaine de la propagande antimilitariste, n'a encore accompli qu'une petite partie de sa tâche, et qu'il n'en est encore, pour ainsi dire, qu'aux balbutiements de la propagande antimilitariste.* »[6] La brochure est saisie et lui vaut de passer en procès pour « haute trahison », puis d'être condamné en octobre 1907 à 18 mois de prison. Il n'est libéré qu'en juin 1909.

KARL LIEBKNECHT ENTRE EN PRISON

C'est aujourd'hui que notre brave camarade Karl Liebknecht doit se constituer prisonnier à la forteresse de Glatz, petite ville de Silésie, au sud de Breslau, à quelques kilomètres de la frontière autrichienne.

Liebknecht a pris congé, mercredi soir, des socialistes berlinois, dans un vaste meeting tenu dans la salle du « Neue Welt » (le Monde Nouveau), et auquel assistaient au moins 7,000 citoyens.

Plus de 5,000 socialistes qui n'avaient pu pénétrer dans la salle, faute de place, se tenaient dans les rues environnantes et



Karl Liebknecht

n'ont cessé d'acclamer avec enthousiasme le propagandiste de l'antimilitarisme socialiste.

A l'issue du meeting des ovations formidables ont encore été faites à Liebknecht par les prolétaires berlinois.

Au moment où notre camarade va subir la peine de dix-huit mois de forteresse que lui a valu son dévouement à la cause du socialisme international, nous nous faisons l'interprète de tous les socialistes français en lui transmettant l'expression de notre solidarité fraternelle.

Dans *L'Humanité* du 25 octobre 1907.

En 1910, il présente des « Thèses sur le militarisme » pour la Conférence internationale des organisations socialistes de la jeunesse à Copenhague. Il écrit notamment que le militarisme « *est un instrument aux mains des classes dominantes, pour la défense des intérêts des classes dominantes. Il est leur rempart le plus solide et leur moyen d'oppression et d'exploitation le plus effectif.* […] *Il constitue une charge économique, politique et morale de plus en plus insupportable pour la masse du peuple et un danger pour la paix mondiale.* » Il appelle le prolétariat à riposter « *au chauvinisme répandu par les classes dominantes et à leurs excitations belliqueuses en joignant les mains par dessus les frontières, au serment de la solidarité internationale et de la fraternité dans la lutte* »[7].

Par ses prises de position, Liebknecht se situe nettement à l'aile gauche du SPD. Il écrit par exemple que « *les masses sont trop considérées comme des instruments de l'action, non comme les porteurs de la volonté* » : à ses yeux, « *le socialisme ne connaît que des actions de masse* »[8]. Cet aspect est lié à son attachement au principe de la démocratie à la base, à la nécessité de « *réaliser la démocratie prolétarienne* »[9]. Liebknecht développe également « *une éthique humaniste* »[10] : s'intéressant à la nature de l'enseignement dispensé aux élèves des collèges et lycées, il plaide pour qu'on leur inculque « *l'esprit de l'humanisme, de l'indépendance, de la critique sans entraves, la véritable liberté de l'esprit.* »[11] Caractéristique est cet appel qu'il lance en 1912 « *au prolétariat dans le monde entier : "Nous ne voulons être qu'un seul peuple de frères"* »[12]. Enfin, il explique en 1904 que « *étant donné*

[6] Karl Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution* [recueil de textes, articles et discours], choix de textes et présentation de Claudie Weill, traduction de Marcel Ollivier, éditions Maspero, 1970, p. 84 et 96.
[7] Traduction militante d'époque, circulaire de l'Internationale de la jeunesse socialiste.
[8] Karl Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution*, p. 22 et 155.
[9] Karl Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution*, p. 205.
[10] Claudie Weill, introduction à *Militarisme, guerre, révolution*, p. 23.
[11] Karl Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution*, p. 64.
[12] Karl Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution*, p. 223.

sa conception matérialiste de l'histoire, qui ne connaît que le développement organique, la social-démocratie ne peut absolument pas voir dans la violence un facteur radical et décisif de progrès. »[13]

Karl Liebknecht souhaite la connaissance mutuelle entre les sections de l'Internationale. Lui-même prend part à ce mouvement : à l'invitation du Parti socialiste, il se rend aux Etats-Unis pour y tenir une série de meetings en octobre et novembre 1910. En mars 1913, il fera de même en Belgique, en France et en Grande-Bretagne. Autre exemple, il écrit en 1912 pour un journal socialiste en France, afin d'exalter la vocation des travailleurs à empêcher la guerre : « *Solidarité internationale du prolétariat, sans accepter de frontières, lutte commune contre les ennemis communs, nationaux et internationaux, du prolétariat, les profiteurs de la pression politique, les stipendiés de l'exploitation économique et de la misère des masses. Le capitalisme est la guerre – le socialisme est la paix.* »[14] Dans la même logique, à l'occasion d'un passage à Paris en 1913, Liebknecht accorde un entretien à *L'Humanité* où il se veut rassurant face à la menace de guerre, déclarant qu'« *il n'y a que les industriels et les fournisseurs matériellement intéressés aux armements qui, en Allemagne, comme partout ailleurs, excitent à la guerre, car pour eux la guerre, ce prétexte aux armements, est un moyen de s'enrichir.* » Optimiste – il se définissait d'ailleurs lui-même comme « *un optimiste de combat* »[15] – il affirme que le prolétariat en Allemagne agira « *en conformité des décisions des congrès internationaux de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle.* »[16] Pourtant, les tensions internationales s'accentuent, et la direction du SPD n'est pas sur l'orientation résolument antimilitariste de Liebknecht. En juillet 1914, ce dernier vient en France et participe notamment à un meeting international à Condé-sur-l'Escaut. Deux semaines plus tard, la guerre éclate.

Le 3 août 1914, Karl Liebknecht fait partie de la minorité de députés SPD qui veulent voter contre les crédits de guerre. Battus, ils votent pour le lendemain, en application de la discipline de groupe. Pourtant, Liebknecht ne tarde pas à se rendre compte de son erreur. Il rejoint rapidement le petit groupe de militants autour de Rosa Luxemburg, qui s'oppose à la guerre et à l'Union sacrée.
Lors du deuxième vote des crédits militaires, le 2 décembre 1914, Karl Liebknecht est seul à voter contre. Sa déclaration de vote contre les crédits de guerre est un appel à la lutte de classe internationaliste : « *Nous mettons les gouvernements et les classes dirigeantes de tous les pays belligérants en garde contre la poursuite de ce carnage et appelons les masses laborieuses de ces pays à en imposer la cessation. Seule une paix née sur le terrain de la solidarité internationale peut être une paix sûre. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous à nouveau malgré tout !* »[17]

Ce geste d'opposition lui vaut une très grande hostilité des milieux dirigeants, mais une grande popularité chez de nombreux soldats des différentes armées. Le 20 mars 1915, il est rejoint par un deuxième député SPD qui vote lui aussi contre les crédits : Otto Rühle. Progressivement, le groupe contre la guerre « Die Internationale » – du nom de la revue dirigée par Rosa Luxemburg, qu'ils publient en avril 1915 et qui est aussitôt interdite – se constitue formellement, diffuse des tracts clandestins, rassemble l'opposition internationaliste radicale au sein du SPD.
En mai 1915, Karl Liebknecht écrit le célèbre tract clandestin « L'ennemi principal est dans son propre pays », slogan devenu célèbre et qu'il explique : « *Lutte de classe prolétarienne internationale contre la tuerie impérialiste internationale, tel est le commandement de l'heure. L'ennemi principal de chaque peuple est dans son propre pays ! L'ennemi principal du peuple allemand est en Allemagne : l'impérialisme allemand, le parti de la guerre allemand, la diplomatie secrète allemande. C'est cet ennemi dans son propre pays qu'il s'agit pour le peuple allemand de combattre dans une lutte politique, en collaboration avec le prolétariat des autres pays, dont la lutte est dirigée*

[13] Karl Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution*, p. 182.
[14] Karl Liebknecht, « D'où viendra la Paix ? », dans *Le Socialisme* du 2 novembre 1912 : bataillesocialiste.wordpress.com/documents-historiques/1912-11-d’ou-viendra-la-paix-liebknecht/
[15] Karl Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution*, p. 140.
[16] B. Veillard, « Un entretien avec Karl Liebknecht », dans *L'Humanité* du 22 mars 1913.
[17] Karl Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution*, p. 133.

contre ses propres impérialistes. » Il appelle en conclusion à « *une paix socialiste* »[18]. Dans l'immédiat, Liebknecht est sanctionné en étant mobilisé de force, avec néanmoins des permissions pour assister aux sessions parlementaires. C'est la raison pour laquelle il ne peut être présent en septembre 1915 à la Conférence de Zimmerwald qui rassemble des socialistes internationalistes en Suisse. Il écrit cependant une lettre qui est lue à la conférence, dans laquelle il appelle à la « *lutte de classe internationale pour la paix, pour la révolution socialiste* »[19].


Nr. 1. September 1916.

SPARTACUS

3. In der Internationale liegt der Schwerpunkt der Klassen-organisation des Proletariats . . .

4. Die Pflicht zur Ausführung der Beschlüsse der Internationale geht allen anderen Organisationspflichten voran . . . (Leitsätze.)

Der Rhodus.

Ein scharfer Wind bläst durch die Lande. Die Militärdiktatur schlägt um sich, wie von der Tarantel gestochen. Haussuchungen, Verhaftungen, politische Pro-

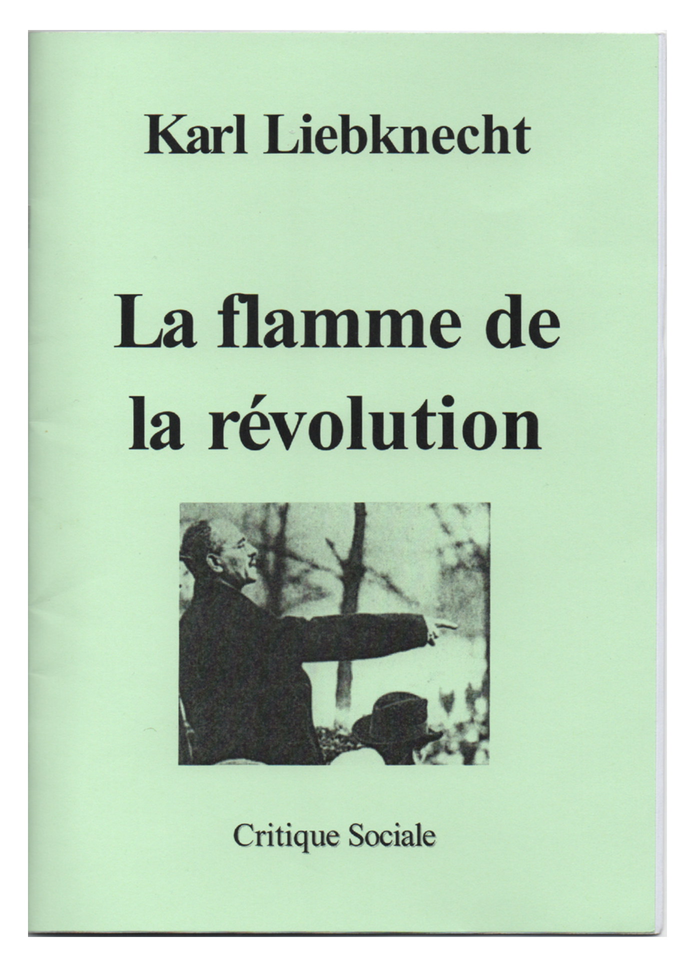
sich an den Fingern abzählen, was erfolgt, wenn der künftige Parteitag in seiner Mehrheit nicht aus gehorsamen Mameluken des Parteivorstandes bestehen wird, oder wenn er, nach zunehmender Opposition im

Le groupe « Die Internationale » ou Spartacus, ainsi appelé du fait qu'il diffuse des « Lettres de Spartacus », organise pour le 1er mai 1916 une manifestation pour la paix à Berlin. Karl Liebknecht s'adresse aux milliers de manifestants en leur criant : « *A bas la guerre ! A bas le gouvernement !* » Aussitôt arrêté, il va passer plus de deux années en prison. Il répond à la procédure d'accusation en expliquant qu'un « *socialiste internationaliste* […] *a, vis-à-vis de tout gouvernement capitaliste étranger, la même attitude révolutionnaire que vis-à-vis de son propre gouvernement.* […] *Il lutte au nom du prolétariat international contre le capitalisme international.* »[20] A l'annonce de sa condamnation, des dizaines de milliers de travailleurs font une grève de protestation d'une journée. Liebknecht est alors le porte-parole le plus connu de l'opposition à la guerre, non seulement en Allemagne mais plus largement en Europe.

Le groupe Spartacus devient en 1918 la Ligue Spartacus (*Spartakusbund*). En octobre 1918, la défaite militaire de l'Allemagne se profile. Un nouveau gouvernement est formé, avec pour la première fois la participation du SPD. Liebknecht est libéré de prison le 23 octobre, et il reçoit un accueil triomphal en gare de Berlin – ce qui est en soi révélateur du climat pré-révolutionnaire.
Quelques jours après, des marins se mutinent. Des conseils d'ouvriers et de soldats se forment. Ce mouvement gagne Berlin, et le 9 novembre Karl Liebknecht y proclame la République socialiste d'Allemagne. Si cette orientation ne va pas l'emporter, la révolution renverse bel et bien la monarchie, et le SPD est dès lors à la tête du nouveau gouvernement. Ce dernier est composé de 3 membres du SPD et de 3 de l'USPD : Liebknecht, sollicité, a refusé d'y participer.
La Ligue Spartacus crée le quotidien *Die Rote Fahne*, qui est codirigé par Rosa Luxemburg et Liebknecht. Paul Lange y écrit le 21 novembre 1918 que la révolution « *doit libérer les ouvriers de l'esclavage du salariat.* »[21] Cet objectif est également affirmé avec force par Luxemburg, qui proclame : « *A bas le salariat ! Tel est le mot d'ordre de l'heure.* » Le 28 novembre, Liebknecht écrit à son tour que le moment est venu « *d'abolir la domination de classe capitaliste, de libérer la classe ouvrière. Cette libération ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière elle-même, non celle des classes bourgeoises, intéressées au maintien de l'esclavage salarial et de leur propre domination politique et sociale* ». Dans le même texte, il appelle à la « *révolution mondiale du prolétariat contre l'impérialisme mondial* »[22].

[18] Karl Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution*, p. 147.
[19] Karl Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution*, p. 148 (lettre du 2 septembre 1915).
[20] Karl Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution*, p. 160.
[21] Gilbert Badia, *Le Spartakisme*, L'Arche, 1967, p. 206.
[22] Karl Liebknecht, *Militarisme, guerre, révolution*, p. 235 et 239.

Du 30 décembre 1918 au 1er janvier 1919, Karl Liebknecht participe à la création du « Parti communiste d'Allemagne – Ligue Spartacus » (*Kommunistische Partei Deutschlands – Spartakusbund*, KPD-S ou plus couramment KPD), qui est formé par les spartakistes et un autre groupe communiste plus réduit[23]. Liebknecht est élu à la direction du KPD aux côtés de Rosa Luxemburg, Léo Jogichès, Paul Levi, Hugo Eberlein, Paul Frölich, etc.





A la fin du mois de décembre 1918, la répression d'une manifestation avait poussé l'USPD à quitter le gouvernement. En conséquence, le préfet de police de Berlin, le militant USPD Emil Eichhorn (qui avait été mis en place par la révolution), est démis de ses fonctions le 4 janvier 1919. C'est ce qui déclenche la révolte de janvier 1919 à Berlin, qui est souvent désignée à tort comme « révolte spartakiste ». Emporté par les événements, Liebknecht participe à un « Comité révolutionnaire » avec l'USPD, sans avoir l'accord du reste du KPD – et en particulier malgré le désaccord de Rosa Luxemburg. Dans un article de la *Rote Fahne* du 8 janvier, Luxemburg déplore « *la faiblesse et le manque de maturité de la révolution* »[24]. La tentative de soulèvement, à l'assise de masse trop faible, est rapidement réprimée dans le sang.

Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht sont arrêtés le 15 janvier 1919, puis assassinés le soir même par des soldats des Corps francs. L'anarchiste Gustav Landauer, malgré ses divergences avec Liebknecht, écrira que « *personne d'autre que lui n'a rendu plus de services à la révolution.* »[25]

* * *

[23] Voir le compte-rendu des débats du congrès : André et Dori Prudhommeaux, *Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919*, éditions Spartacus, 1977, p. 39-63.

[24] Gilbert Badia, *Les Spartakistes, 1918 : l'Allemagne en révolution*, Aden, 2008, p. 228.

[25] Dans le recueil *Alle Macht den Räten !, "Tout le pouvoir aux Conseils !"*, Les Nuits rouges, 2014, p. 294.

Principales sources : notice de Claudie Weill dans le *Maitron Allemagne*, éditions Ouvrières, 1990, p. 313-315 ; Paul Frölich, *Rosa Luxemburg*, L'Harmattan, 1991 ; John Peter Nettl, *Rosa Luxemburg*, éditions Spartacus, 2012.

Documents de la Révolution en Allemagne, 1918-1921

> *Alle Macht den Räten !, "Tout le pouvoir aux Conseils !", récits, exhortations et réflexions des acteurs des révolutions d'Allemagne (1918-21)*, Les Nuits rouges, 2014, 446 pages, 18 euros. Textes de Karl Artelt, Ernst Däumig, Max Hölz, Karl Jannack, Gustav Landauer, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Erich Mühsam, Richard Müller, Karl Plättner, Ernst Schneider, etc., rassemblés et présentés par Gabriel Kuhn.

Ce nouveau livre sur la révolution allemande, d'abord publié en anglais en 2012, est original puisqu'il laisse la parole aux acteurs eux-mêmes. Ce sont donc des textes de révolutionnaires, connus ou non, écrits pendant les événements ou les relatant après-coup. Cette diversité permet une vue d'ensemble.



Le volume commence logiquement par la révolte inaugurale des marins à partir d'octobre 1918, qui est racontée ici de première main. Le premier texte est le témoignage du marin Ernst Schneider[26]. Soldat de la marine à Wilhelmshaven, il raconte que, dès septembre 1918, des délégués des travailleurs se rencontraient clandestinement : il était décidé de se préparer à une future action révolutionnaire, et pour ce qui est de l'objectif politique : « *à la place du mot "socialisme", on adopta le mot "communisme", entendu comme association de producteurs libres et égaux dans des communes libres.* » (p. 36) A la fin du mois d'octobre, la mutinerie des marins fut le point de départ de la révolution. Schneider explique que l'objectif était « *une nouvelle société, étendue au monde entier, des travailleurs libres, sans crainte ni besoins, une société fondée sur la démocratie ouvrière qui se développerait en une seule classe humaine.* » (p. 45)

---

[26] Ce témoignage avait été traduit sur internet en 2012, « La révolte de Wilhelmshaven, un chapitre du mouvement révolutionnaire en Allemagne, 1918-1919 » : bataillesocialiste.wordpress.com/2012/04/17/la-revolte-de-wilhelmshaven-un-chapitre-du-mouvement-revolutionnaire-en-allemagne-1918-1919-1943/

Ensuite, ce recueil permet de lire pour la première fois en français des textes des « délégués révolutionnaires » (*Revolutionäre obleute*), ces ouvriers d'usines de Berlin et souvent membres de l'aile gauche de l'USPD (Parti social-démocrate indépendant, situé entre le SPD réformiste et les révolutionnaires spartakistes). Ayant participé à la création des conseils ouvriers à Berlin, ces militants seront dans les premiers temps à la tête du Conseil exécutif des Conseils de travailleurs et de soldats de Berlin. L'un de leurs leaders, Richard Müller, déclare que « *les Conseils sont la seule réalisation concrète de la révolution. S'ils échouent, il ne restera pas grand chose de celle-ci.* » (p. 69) Un autre dirigeant de ce groupe, Ernst Däumig, explique qu'il faut faire de la révolution « *un authentique mouvement populaire qui parte du bas de la société* » (p. 82). En pratique, il défend en décembre 1918 un gouvernement qui serait l'émanation des conseils ouvriers : il déclare que « *la démocratie bourgeoise sera inévitablement remplacée par la démocratie prolétarienne qui s'exprime dans le système des Conseils* » (p. 86). Mais sa proposition est largement battue lors du congrès des conseils, où le SPD est majoritaire. Däumig se rend d'ailleurs bien compte que « *l'actuel système des Conseils est incomplet et encore incohérent* » (p. 92). Il porte également un constat lucide face au mot d'ordre de socialisation alors en vogue en Allemagne : « *Comment peut-on vraiment socialiser quoi que ce soit si les ouvriers ne sont pas directement concernés ?* […] *Si les ouvriers ne sont pas concernés, si on les laisse à l'écart des problèmes économiques, alors soit la socialisation ne pourra jamais être réalisée, soit elle tournera au capitalisme d'Etat, au monopole, contre la volonté des travailleurs* » (p. 95). Pronostic parfaitement exact, qui s'applique plus largement aux autres révolutions de la même période.

Dans un texte ultérieur, Ernst Däumig rappelle que « *l'idée des Conseils n'est pas née dans l'esprit d'un individu. On peut la trouver dans n'importe quelle révolution au cours de laquelle les ouvriers mènent le combat pour la liberté et poursuivent des buts prolétariens et socialistes. Les organisations de Conseils qui sont apparues dans l'histoire se sont créées spontanément.* […] *Dans sa forme la plus pure, l'idée des Conseils n'est rien d'autre que le socialisme pratique.* » (p. 101-102) Il énonce également ce principe fondamental : « *Etant donné que le but de l'idée des Conseils est l'émancipation du prolétariat tout entier de l'exploitation capitaliste, l'organisation des Conseils ne peut être le domaine réservé d'un seul parti ou d'une seule profession, mais doit concerner le prolétariat en entier.* » (p. 103-104)
Cette importance des délégués révolutionnaires dans la révolution allemande, et leurs analyses, tend à valider l'orientation de Paul Levi en 1920 en faveur de la fusion du Parti communiste d'Allemagne (KPD, créé fin décembre 1918 par les spartakistes) et de l'aile révolutionnaire de l'USPD – fusion qui fut effectuée à la fin de l'année 1920. Le contexte défavorable ainsi que les directives erronées et autoritaires du Komintern firent que le parti ainsi unifié ne dura pas longtemps : Paul Levi fut exclu dès avril 1921, Ernst Däumig et Richard Müller – entre autres – démissionnant du parti pour rejoindre l'organisation communiste oppositionnelle créée par Levi, l'éphémère *Kommunistische Arbeitsgemeinschaft* (KAG).

Les textes rassemblés donnent également des éléments qui expliquent l'échec de la révolution allemande. Ernst Däumig signale la faiblesse, voire le caractère artificiel de certains « conseils ouvriers » : « *Dans de nombreux cas, les membres de Conseils de travailleurs étaient tout simplement nommés par les chefs des deux partis sociaux-démocrates* » (p. 108), c'est-à-dire SPD et USPD. Il a donc manqué un renouvellement régulier des conseils ouvriers par de nouvelles élections, qui leur auraient permis d'être véritablement l'organe vivant et démocratique des masses, l'outil d'expression et d'action des travailleurs. C'est la raison pour laquelle Rosa Luxemburg appelait dès le 18 novembre 1918 à « *la réélection et l'extension des Conseils locaux de travailleurs et de soldats afin de remplacer les Conseils élus spontanément dans une situation chaotique* » (p. 132).
Mais les conseils ne se renforcèrent pas, le pouvoir fut exercé par le gouvernement dirigé par le SPD, et le Conseil exécutif des Conseils de travailleurs n'eut plus d'influence politique. Rosa Luxemburg consacre le 11 décembre un bref article (qui était jusqu'ici inédit en français) à ce Conseil exécutif, où elle écrit que « *toute institution politique qui perd son pouvoir a aussi sa part de responsabilité*

dans l'affaire », et souligne « *l'indécision* » de cet organisme (p. 167). Luxemburg appelle donc à l'élection d'un nouveau Conseil exécutif des Conseils de travailleurs, représentatif de conseils eux-mêmes vraiment élus par les masses ; comme on le sait ce ne sera pas le cas et les conseils ouvriers, sclérosés, disparaîtront.

Nr. 35 — Jahrgang 1918 | Freitag, 20. Dezember 1918 | Preis 10 Pfg.

Die Rote Fahne

Zentralorgan des Spartakusbundes

Redaktion: Berlin SW 48, Wilhelmstr. 114 II. Fernspr.: Amt Kurfürst 8334 u. 3335. Expedition: Berlin SW 68, Friedrichstraße 217 II. Fernspr.: Amt Lützow 5785. Nacht-Auslieferung: Möckernstr. 144, Erdgeschoß (am Anhalter Bahnhof).

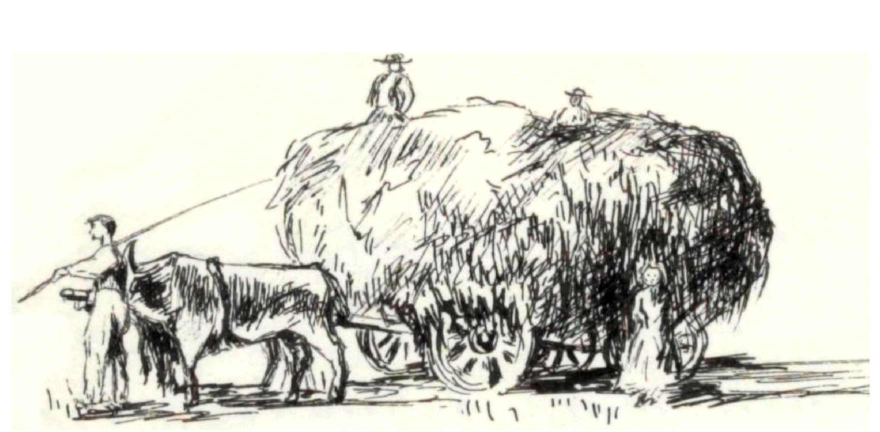
Schriftleitung: Karl Liebknecht und Rosa Luxemburg

Abonnementspreis monatlich 1.50 M. Anzeigenpreis: die 7gespaltene Nonpareille-Zeile 75 Pf. Kleine Anzeigen: Ueberschriftswort 80 Pf., jedes weitere Wort 15 Pf.

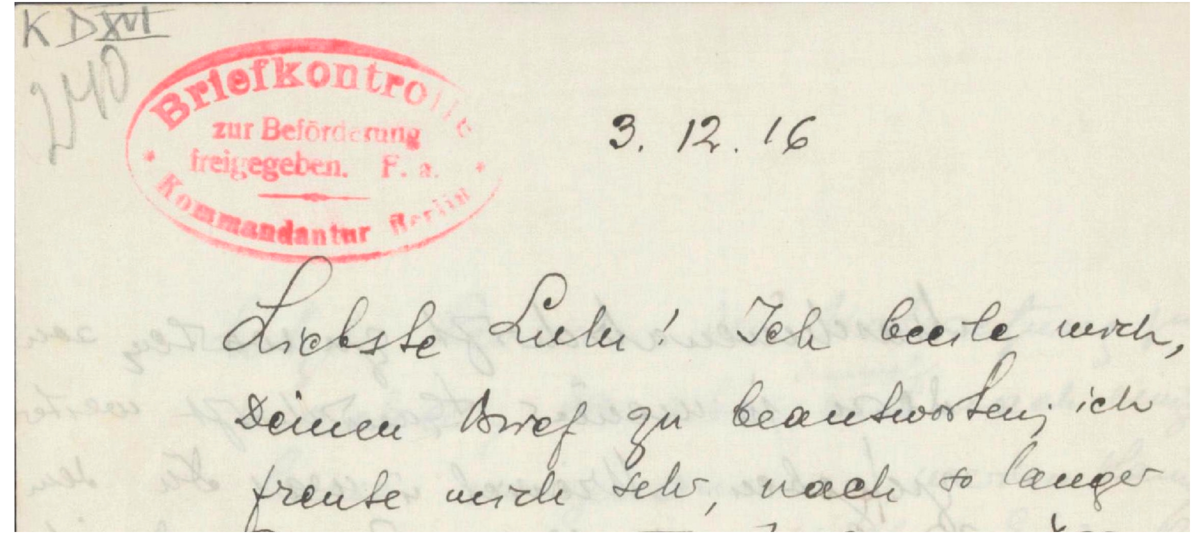
Fondamentalement, Rosa Luxemburg considère en ce mois de décembre 1918 que « *l'enjeu est le maintien ou l'abolition de l'exploitation* » (p. 192). C'était bien l'alternative telle qu'elle était alors posée et, de fait, à la même période toutes les révolutions échouèrent à abolir l'exploitation.
Considérant les mots d'ordre d'« égalité politique » et de « démocratie », Luxemburg montre que ces objectifs nécessitent la révolution sociale pour devenir des réalités concrètes : « *l'"égalité politique" ne peut s'incarner que lorsque l'exploitation économique est radicalement anéantie. Et la "démocratie" ne peut devenir réalité que lorsque le peuple travailleur s'empare du pouvoir politique.* » (p. 193) De cette façon, il est possible de « *réaliser, pour la première fois* » la devise « Liberté-Egalité-Fraternité » (p. 194). Près d'un siècle plus tard, ce programme reste à accomplir.

Le volume est complété par des éléments sur la révolution dans différentes régions de l'Allemagne, en particulier en Bavière en 1919 et dans la Ruhr en 1920.
Certains textes écrits à chaud manquent sans doute de recul et d'esprit critique dans l'analyse. Certains des textes écrits après-coup sont peu fiables, et de moindre intérêt. Enfin, il manque parfois des éléments de contextualisation, ce qui peut nuire à la compréhension pour les non-spécialistes. C'est en le sachant que l'on lira avec profit ce recueil, qui nous permet l'accès à la voix directe des acteurs de la révolution allemande.

*   *   *



Dessin de Rosa Luxemburg envoyé dans une lettre de prison (26 janvier 1917).


Briefkontrolle
zur Beförderung
freigegeben. F. a.
Kommandantur Berlin

3. 12. 16

Liebste Lulu! Ich beeile mich,
Deinen Brief zu beantworten; ich
freute mich sehr, nach so langer

Lettre écrite de prison par Rosa Luxemburg (1916), avec en rouge le tampon de la censure postale[27].

* * *

« *Le prolétariat peut et doit se libérer lui-même.*
Toutefois, il ne peut se libérer lui-même sans abolir ses propres conditions d'existence. Il ne peut abolir ses propres conditions d'existence sans abolir toutes *les conditions d'existence inhumaines de la société actuelle que sa propre situation résume.* »
(Karl Marx)

« *Chaque pas en avant de la lutte d'émancipation de la classe travailleuse doit s'accompagner d'un accroissement de son indépendance intellectuelle, de son auto-activité, de son autodétermination et de son initiative.* »
(Rosa Luxemburg)

Critique Sociale n° 33, novembre/décembre 2014

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Internationalistes, nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, ethniques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info contact@critique-sociale.info

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség - Osszetartás

[27] Archives Luise Kautsky de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.